

Cependant, le risque que le commerce ait un impact environnemental négatif ne signifie pas qu'il conviendrait d'éviter de commercer ou de libéraliser les échanges. Ce risque fait plutôt ressortir la nécessité d'adopter une politique consistant à faire assumer les coûts environnementaux par les intéressés afin d'éviter les répercussions négatives du commerce. Le même raisonnement vaut pour les investissements, qui déterminent où se fait la production. Voici à quelle conclusion ont abouti les auteurs d'un document publié antérieurement par le Groupe des politiques :

« Si le commerce est rarement la cause de la dégradation de l'environnement, il peut arriver qu'il attire l'attention sur un problème environnemental existant. Ce qui constitue la cause profonde de la dégradation de l'environnement, c'est l'échec des marchés à tenir pleinement compte des coûts environnementaux, souvent parce que les politiques gouvernementales ou l'information destinée aux consommateurs sont insuffisantes ou insatisfaisantes. La meilleure solution consiste donc à prendre des mesures propres à permettre aux marchés de mieux tenir compte de ces coûts de façon à amener les producteurs et les consommateurs à cesser de prendre des décisions qui nuisent à l'environnement<sup>5</sup>. »

On peut considérer que la définition générale pour le moins simplifiée de la sécurité nationale englobe une composante de sécurité militaire (violence et menace d'activités militaires) et une composante de sécurité économique/sociale. Si l'on donne un sens plus large à la notion de sécurité nationale, tous les facteurs d'ordre tant environnemental qu'économique et social peuvent s'y retrouver. Tous les aspects du développement humain et économique, par exemple la répartition intérieure des revenus, figureraient dans l'enveloppe de la sécurité nationale. D'un point de vue analytique, il n'est pas toujours utile d'inclure les considérations environnementales dans la définition de la notion de sécurité nationale, l'étendue de la question devenant alors beaucoup trop grande<sup>6</sup>. En poussant les choses à l'extrême, on pourrait estimer

---

<sup>5</sup>Michael Hart et Sushma Gera, "Trade and the Environment: Dialogue of the Deaf or Scope for Cooperation?" (non traduit), Document du Groupe des politiques n° 92/11, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, p. 15.

<sup>6</sup>Ces questions ne sont pas ignorées pour autant. En juin 1992, les participants à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUCED), ou « Sommet de la Terre », se sont penchés sur un vaste éventail de problèmes environnementaux. Pour bien comprendre les liens existant entre le stress environnemental et la sécurité nationale essentiellement définie comme étant la sécurité humaine, il faudrait tenir un autre « Sommet de la Terre » où l'environnement serait analysé par rapport à toutes les composantes de la sécurité humaine, telles la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire et la sécurité politique. Différentes organisations des Nations unies effectuent présentement des travaux qui portent en partie sur certains de ces éléments. C'est notamment le cas de la Commission des Nations unies sur le développement durable, du Programme des Nations unies pour l'environnement